

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Lorraine

METZ, le 23 décembre 2014

**UT DREAL 57**

4, rue François de Guise  
CS 50551 - 57009 METZ CEDEX 1

Nos réf. : METZ\_HAGANIS\_CVD\_2014\_12\_10\_RAAPC\_MCBE\_18161[1].doc

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**OBJET** : Régie HAGANIS à METZ (CVD).  
Constitution de garanties financières pour la mise en sécurité - 5° de l'article R. 516-1  
du Code de l'Environnement.  
Rubrique principale IED.  
Gestion des mâchefers.

**RÉF.** : Votre transmission du 19 juin 2014.

**P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

La Régie HAGANIS est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-DLP/BUPE-301 du 05 août 2011 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-480 du 19 décembre 2011 à exploiter sur la commune de METZ un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés (CVD).

## **1. Présentation**

Le décret n° 633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de METZ – CVD, la Régie HAGANIS est notamment concernée au titre des rubriques n° 2711, n° 2714, n° 2715, n° 2716, n° 2517, n° 2718 et n° 2791 et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières.

L'exploitant doit transmettre au Préfet à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la Régie HAGANIS.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 11 juin 2014 et complétée par courrier du 03 décembre 2014. .

## **2. Analyse de l'Inspection**

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **$\alpha$**  : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.

- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site METZ CVD de la Régie HAGANIS, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 393 408 €TTC ; ce montant a été calculé en prenant en compte des coûts de traitement et de transport correspondant aux prix actuellement facturés par les prestataires avec des quantités représentatives ;
- Mi = 0 €TTC, le site disposant d'aucune cuve enterrée ;
- Mc = 360 €TTC, ce montant comprend uniquement le coût des panneaux tous les 50 m car le site est entièrement clôturé avec 1 entrée et le périmètre du site est de 1000 m ;
- Ms = 27 000 €TTC, ce montant, déterminé sur la base du calcul forfaitaire, correspond au coût de réalisation d'un diagnostic de pollution des sols et de la surveillance des 7 piézomètres déjà en place ;
- Mg = 15 000 €TTC, le coût du gardiennage du site proposé par l'exploitant correspond au montant minimum préconisé par le Ministère.

## 2.1. Déchets

Le tableau ci-dessous récapitule les quantités de déchets pris en compte dans le calcul.

Nature des déchets		Code déchet	Quantité maximale présente sur le site
Déchets dangereux	REFIOM	19 01 07*	39,6 tonnes
	Cendres	19 01 15*	32,8 tonnes
	Produits Sodiques de Récupération (PSR)	19 01 07*	73,92 tonnes
Déchets non dangereux non inertes	Déchets ménagers	20 03 01	2 400 tonnes
	Déchets issus de la collecte sélective	19 12 12	500 tonnes
	Encombrants incinérables	20 03 07	45 tonnes

## 2.2. Indice d'actualisation

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 702,4 (janvier 2014) ;
- Index<sub>0</sub> : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7 ;
- TVA<sub>R</sub> : 20 % (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières) ;
- TVA<sub>0</sub> : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6 %.

## 2.3. Montant global proposé par l'exploitant

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier Sc et de l'indice d'actualisation  $\alpha$ , le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à **481 908 €TTC**.

#### **2.4. Montant recalculé par l'Inspection**

Le montant des garanties financières est cependant à recalculer avec l'indice TP01 applicable au moment de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières (Indice TP01 = 701,0 (août 2014)).

Le montant retenu pour les garanties financières après recalcul est de **481 506 euros TTC**.

Au regard de ces éléments, l'Inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

### **3. Conclusion et proposition de l'Inspection**

Au vu de ce qui précède, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Moselle de prendre un arrêté préfectoral :

- fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières ;
- actant les nouvelles rubriques 1000, 2000 et 3000 (Cf. lettre préfectoral du 20 mai 2014 faisant suite au rapport d'inspection n° 17376 du 06 mai 2014) ;
- mettant à jour la réglementation applicable pour les mâchefers.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

Il est proposé de soumettre ce projet d'arrêté préfectoral à l'avis du CODERST à l'occasion d'une prochaine réunion.

L'exploitant a été consulté sur ce projet d'arrêté préfectoral.

## PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le Code de l'Environnement et en particulier son Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâche-fers d'incinération de déchets non dangereux ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 et l'arrêté n° 2003-AG/2-9 du 8 janvier 2003 autorisant la régie HAGANIS à exploiter un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de METZ ;

Vu la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 11 juin 2014 et complétée le 03 décembre 2014 ;

Vu le rapport de l'Inspection en date du xxx ;

Vu le courrier de l'Inspection des Installations Classées du 05 juillet 2013 ;

Vu le courrier daté du 05 novembre 2013, que la Régie HAGANIS a adressé à l'Inspection, proposant pour son établissement à METZ – site CVD, conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, la rubrique n° 3520-a comme rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives à *Waste Incineration WI* comme BATc relatives à la rubrique principale ;

Vu le rapport de l'Inspection du 06 mai 2014 validant les propositions de l'exploitant ;

VU le courrier du Préfet daté du 20 mai 2014 actant la rubrique 3520-a comme rubrique principale de l'installation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives à l'incinération de déchets WI comme BATc associées à la rubrique principale ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du xxx ;

Considérant que la Régie HAGANIS est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elles exploitent sur la commune de METZ – site CVD en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2711, n° 2714, n° 2715, n° 2716, n° 2517, n° 2718 et n° 2791 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du Code de l'Environnement ;

Considérant enfin la nécessité de mettre à jour le tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées et la réglementation applicable pour les mâchefers ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article premier : Champ d'application**

La Régie HAGANIS, dont le siège social est situé Rue du Trou aux Serpents à 57050 METZ, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de METZ – site CVD.

### **PREMIERE PARTIE : Garanties financières**

#### **Article 2 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'Environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement.

#### **Article 3 : Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est fixé à 481 506 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 701,0 (août 2014) et d'un taux de la TVA de 20 %.

#### **Article 4 : Modalités de constitution des garanties financières**

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5 du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du Code de l'Environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution de la première part du montant initial des garanties financières est transmis au préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

#### Article 5 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

#### Article 6 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

#### Article 7 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

#### Article 8 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 9 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

#### Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêté et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### Article 11 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets		Code déchet	Quantité maximale présente sur le site
Déchets dangereux	REFIOM	19 01 07*	39,6 tonnes
	Cendres	19 01 15*	32,8 tonnes
	Produits Sodiques de Récupération (PSR)	19 01 07*	73,92 tonnes
Déchets non dangereux non inertes	Déchets ménagers	20 03 01	2 400 tonnes
	Déchets issus de la collecte sélective	19 12 12	500 tonnes
	Encombrants incinérables	20 03 07	45 tonnes

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'Inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **DEUXIEME PARTIE Modifications de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié**

##### Article 12

Les dispositions de l'article I.2 de l'arrêté n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées sont visées par les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

N° de la rubrique	Désignation de l'activité ou des installations	Capacité	Régime
3520-a	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Incinération des déchets ménagers et assimilés, boues et graisses de stations d'épuration urbaines Auxiliaires de combustion Récupération de chaleur et production de vapeur dans une chaudière	<b>A</b>
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fours 1 et 2, d'une capacité unitaire nominale de 8 t/h et d'une puissance thermique nominale unitaire de 20,5 MW ;</li> <li>Sous réserve article II.2 : four 3, d'une capacité nominale de 6 t/h et d'une puissance thermique nominale unitaire de 15,3 MW</li> </ul> soit une capacité globale de 16 t/h (22 t/h sous réserve article II.2) et une puissance thermique nominale globale de 41 MW (56,3 MW sous réserve article II.2), le pouvoir calorifique de référence des déchets étant de 9210 kJ/kg.	<b>A</b>



N° de la rubrique	Désignation de l'activité ou des installations	Capacité	Régime
		Unité de Valorisation des Mâchefers (UVM) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surface : 5 200 m<sup>2</sup></li> <li>- Quantité maximale de mâchefers stockés : 15 000 tonnes</li> <li>- Zone de stockage des mâchefers bruts</li> <li>- Installation de criblage et séparation des métaux ferreux et non ferreux</li> <li>- Zone de maturation des mâchefers traités</li> </ul>	
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	Evacuation des déchets ménagers et assimilés vers d'autres centres de traitement en cas d'arrêt de l'unité de valorisation énergétique. <ul style="list-style-type: none"> <li>- A titre occasionnel</li> <li>- Volume 6 000 m<sup>3</sup></li> </ul>	<b>A</b>
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Installation de broyage des déchets ménagers encombrants <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 broyeur de 10 t/h</li> </ul>	<b>A</b>
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	Centre de tri : 2 chaînes de tri manuel des déchets de collectes sélectives de 3,5 t/h et 6 t/h  Activité du centre de tri : 54 000 t/an <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage des déchets de collectes sélectives bruts en mélange : 1 800 m<sup>3</sup></li> <li>- Stockage de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage des déchets banals d'entreprises bruts en mélange : 350 m<sup>3</sup></li> <li>- Stockage des produits triés : en balles (1 330 m<sup>3</sup>), en vrac (150 m<sup>3</sup>), en bennes de 30 m<sup>3</sup></li> </ul> </li> <li>- Stockage de déchets à base de caoutchouc : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage en balles des produits triés : 600 m<sup>3</sup></li> <li>- Stockage de papiers dynamique : 150 m<sup>3</sup></li> </ul> </li> </ul>	<b>A</b>
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Centre de tri : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 54 000 t/an</li> <li>- 2 chaînes de tri manuel des déchets de collectes sélectives de 3,5 t/h et 6 t/h</li> </ul> Stockage de balles d'acier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- surface au sol du stock de produits triés en balle : 200 m<sup>2</sup></li> </ul>	<b>D</b>

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3520-a et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence à l'incinération de déchets (WI) »

#### Article 13 : Changement d'exploitant

Les dispositions de l'article I.7 de l'arrêté n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant. »

#### Article 14 : Gestion des mâchefers

Les dispositions de l'article VI.4 de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les mâchefers font l'objet des contrôles et de la caractérisation prévus par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

La teneur en carbone organique total ou la perte au feu des mâchefers est vérifiée au moins une fois par mois et un plan de suivi de ce paramètre est défini. »

#### Article 15 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

#### Article 16 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 17 : Articles d'exécution